

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 25

Déposée par : M. Louis **Michel**, M. Karel **de Gucht**, M. Elio **di Rupo**, Mme Anne **Van Lancker**, membres de la Convention et M. Pierre **Chevalier** et Mme Marie **Nagy**, membres suppléants de la Convention

- 1. La loi organique européenne est adoptée, sur proposition de la Commission, conjointement par le Parlement européen et le Conseil, conformément aux modalités de la procédure visée à l'article ...**

La loi et la loi-cadre européennes sont adoptées, sur proposition de la Commission, conjointement par le Parlement européen et le Conseil **statuant à la majorité qualifiée** conformément aux modalités de la procédure législative visées à l'article X (deuxième partie de la Constitution). Si les deux institutions ne parviennent pas à un accord, l'acte en question n'est pas adopté.

~~Des dispositions spécifiques sont d'application pour les cas prévus à l'article Z (ex troisième pilier)~~

- ~~2. Dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, les lois et les lois-cadres européennes sont adoptées par le Conseil.~~
- 3. Lorsqu'ils statuent dans le cadre d'une procédure conduisant à l'adoption d'une loi organique, d'une loi ou d'une loi-cadre, le Parlement européen et le Conseil siègent en public.**

Explication éventuelle :**Paragraphe 1^{er} :**

- La procédure d'adoption des lois organiques devra être de type législatif. Ses modalités, y compris la définition des majorités requises, devront être définies ultérieurement.
- La procédure législative doit avoir pour caractéristiques essentielles la majorité qualifiée au Conseil et la codécision du Parlement européen. Ces deux éléments doivent être indiqués dans la définition générale qui en est donnée à l'article 25.
- Il n'y a pas lieu de prévoir une procédure d'adoption particulière pour les actes législatifs afférant à la coopération judiciaire pénale et à la coopération policière.

Paragraphe 2

Il convient de généraliser la procédure législative tant pour des motifs d'efficacité que de contrôle démocratique. Le maintien de la procédure spécifique prévue au paragraphe 2 ne se justifie dès lors pas.

